

d'État chargé des petites entreprises (M. Marchand) de défendre cette mesure législative. Il sait bien qu'elle suscite de fortes réticences dans le secteur de la petite entreprise.

● (1620)

Si souhaitable que puisse être le processus de la métrisation à longue échéance, cela ne se fera pas du jour au lendemain. L'agriculture, qui revêt une importance capitale pour le bien-être des populations de l'Ouest, est fondée sur le système d'arpentage Torrens et les agriculteurs ne laisseront pas les choses se passer ainsi sans protester avec véhémence. Le gouvernement et le ministre cherchent actuellement un moyen pour sauver la face. Le ministre d'État aux petites entreprises (M. Marchand) a déclaré à la Chambre qu'ils allaient retarder la proclamation de cette mesure même si, de toute façon, elle est adoptée. Le gouvernement a tenté un peu tardivement de sauver les apparences devant la vigueur des protestations. Même un groupe aussi peu sensible aux préoccupations humaines que l'actuel gouvernement a commencé à en tenir compte.

Je n'ai pas participé au débat jusqu'à présent, mais j'ai entendu d'excellents discours qui ont permis d'approfondir tous les points évoqués lors des différentes étapes du débat. Quand à moi, j'ai participé au débat au niveau des collectivités locales. Des délégations d'agriculteurs préoccupés sont venues me rencontrer et me faire part de leurs soucis. J'ai voyagé avec le comité de l'agriculture de l'opposition officielle pour recueillir les commentaires des milieux céréaliers il y a quelques semaines. J'ai été stupéfié de l'intensité des sentiments de déception des gens concernant la Commission canadienne de la conversion au système métrique de l'industrie du grain. Les gens avaient également l'impression de s'être laissés bernés par le gouvernement. Il s'en sont pris à l'opposition en l'accusant d'être responsable des retards. Au cours des discussions qui ont eu lieu cet après-midi-là, nous avons découvert qu'ils ne savaient même pas que cette mesure était nécessaire et que le gouvernement en avait retardé l'adoption jusqu'à ce qu'il soit impossible de la faire adopter avant la date limite annoncée aux Canadiens et en particulier aux agriculteurs.

Au cours de nos rencontres avec les représentants des céréaliculteurs de l'Ouest il est apparu clairement qu'eux aussi avaient l'impression de s'être laissés bernés. Ils nous ont déclaré qu'ils avaient déjà dépensé quelque \$300,000. Je fais allusion au syndicat du Manitoba dans ce cas-ci et à l'Union des producteurs de grain. Ils avaient donc déjà dépensé quelque \$300,000 en prévision de l'adoption du système métrique dans le secteur agricole, disaient-ils, et cela n'était encore rien en comparaison des dépenses qu'ils anticipaient.

Car il y aura divers coûts invisibles contre lesquels ils ne cessent pas de protester. Ces frais résulteront du manque de consultations, du manque d'organisation préalable, et pour tout dire de l'impréparation du gouvernement libéral, qui ne savait même pas qu'il y avait une étape législative préalable à franchir. Selon toute apparence, le gouvernement ne savait pas qu'il devrait passer par le Parlement pour faire approuver cette partie du programme métrique. Lorsque ce point a été signalé à l'assemblée générale de la Fédération canadienne de l'agriculture, le débat s'est tellement envenimé qu'on a dû laisser l'affaire en suspens, pour obtenir un complément de renseignements.

Ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui ont manifesté l'opposition la plus violente et la plus énergique. Ils estiment que

### *Système métrique*

ce changement ne répond à aucune nécessité, qu'il n'est pas de nature à rendre l'industrie céréalière plus efficiente ni à élargir ses débouchés. Bien sûr, l'industrie céréalière de l'Ouest du Canada est une des plus productives et des plus efficaces du pays. Si elle n'avait pas réussi à relever sa productivité à force d'initiative et d'innovation, elle n'aurait pas pu survivre, dans l'étau des prix et des coûts où l'avaient placée les politiques économiques désastreuses et mal cuites du gouvernement. La collectivité agricole, dit-on, est contre le changement. Cette contre-vérité est facile à réfuter. Il suffit de penser à la mécanisation, à l'esprit d'innovation et à la recherche du progrès qui ont permis à l'ensemble de ce secteur de survivre, malgré la hausse vertigineuse de ses coûts, alors que ses prix de vente ne progressaient qu'au ralenti.

Je ne lirai pas les nombreuses lettres de protestation que j'ai reçues des agriculteurs. Plusieurs orateurs l'ont déjà fait au cours du débat. Le ministre d'État aux petites entreprises prétend qu'il n'y a pas eu de lettres. L'orateur précédent, le député d'Edmonton-Centre (M. Paproski) l'a réfuté.

**M. Marchand:** Nous avons reçu 50 ou 60 lettres dans l'ensemble.

**M. Dinsdale:** Je vois que le ministre admet avoir reçu 50 ou 60 lettres dans l'ensemble.

**M. Hnatyshyn:** De Kamloops.

**M. Dinsdale:** Compte tenu des difficultés du ministère des Postes, c'est un nombre de lettres très intéressant.

**M. Hnatyshyn:** Combien les postes en ont-elles perdu?

**M. Dinsdale:** Comme nous l'avons démontré de temps à autre à la Chambre par des expériences menées par différents groupes, y compris les membres de la tribune de la presse et les membres du conseil de ville de Toronto, le courrier confié au service des Postes n'arrive pas toujours à destination.

A propos de l'impatience que montre le gouvernement à adopter cette mesure, j'ai été étonné des différences d'opinions qui se sont manifestées entre les spécialistes du gouvernement du Manitoba et ceux de la Commission du blé. Le désaccord touchant la terminologie a été inscrit au procès-verbal par les députés. C'est un désaccord touchant la terminologie qui serait utilisée dans l'industrie agricole si on acceptait de part et d'autre la conversion au système métrique.

Le gouvernement du Manitoba a collaboré depuis le début avec le gouvernement fédéral pour tâcher de respecter le calendrier établi pour la conversion au système métrique. J'ai été étonné de constater que la Commission du blé, et en particulier la commission placée sous la responsabilité de la Commission du blé pour ce qui est de la conversion au système métrique, n'ait pas encore décidé de façon précise quelle terminologie serait utilisée pour l'appliquer à l'industrie des grains et au système de levés des terres. Le gouvernement a fini par répondre tardivement et nous avons noté avec intérêt que les renseignements ont été communiqués par le secrétaire d'État (petites entreprises) peu après que le ministre sans portefeuille (M. Horner) eut changé d'allégeance. Il est évident qu'enfin quelqu'un de l'Ouest a réussi à convaincre les ministres les plus puissants au sein du cabinet libéral.

● (1630)

Si le gouvernement veut vraiment faire comprendre qu'il a changé d'idée et donne raison à sa nouvelle recrue selon qui l'Ouest y est catégoriquement opposé, il ne doit pas alors se